
Comment se pose la question du gouvernement ouvrier en France ? Une question qui reste de toute 1922 première actualité.... Un article publié dans le **Bulletin communiste**, n° 7 du 15 février 1923, pp. 103-104.

Œuvres - novembre 1922

Léon Trotsky

Le gouvernement ouvrier en France

30 novembre 1922

Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. D'où ses avantages et aussi ses inconvénients.

Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers qui ne se sont pas encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti directeur.

Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux que l'on puisse imaginer.

Léon Blum pourrait dire : « Nous acceptons le gouvernement ouvrier. Au moment où la classe ouvrière constituera une majorité parlementaire, nous serons prêts à former un gouvernement ouvrier. »

Avec une telle interprétation, il est de toute évidence que le gouvernement ouvrier ne sera jamais instauré en France, car, pratiquement, la politique de Léon Blum, Jouhaux et consorts consiste, en « attendant » cette majorité ouvrière, parlementaire, à faire des blocs avec la bourgeoisie, blocs qui, à leur tour, excluent la possibilité de la formation d'une majorité ouvrière, car ils démembrement et démoralisent la classe ouvrière.

Ainsi donc, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, c'est précisément parce qu'elle est révolutionnaire et non parlementaire qu'elle sera comme telle rejetée par les dissidents et les ouvriers qui la suivent ? C'est possible. Mais si nous savons exploiter habilement pour l'agitation notre mot d'ordre, les ouvriers dissidents qui l'auront repoussé une fois ne pourront le repousser une deuxième.

Nous leur dirons : « Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêcherons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement. Au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais, pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Ce mot d'ordre ne peut être que celui du gouvernement ouvrier, opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au Parlement, il faut soulever dans la classe

ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sous le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier*. » Voilà comment, du point de vue de l'agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents et aux ouvriers réformistes, etc. Cette façon de poser la question est juste, politiquement et pédagogiquement.

Mais le gouvernement ouvrier est-il réalisable en France sous une autre forme que celle de la dictature communiste et, si oui, sous quelle forme est-il réalisable ?

Dans certaines conjonctures politiques, il est parfaitement réalisable, et il constitue même une étape inévitable dans le développement de la révolution [1].

En effet, si l'on suppose qu'un puissant mouvement ouvrier dans le pays, lors d'une violente crise politique, amène des élections donnant la majorité aux dissidents et aux communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants, et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat [2]. Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écartier ce danger en recourant aux méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens *extra-parlementaires*. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons : il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière qui les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement, le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi, nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et *notre organisation*, conserver notre liberté de critique à l'égard de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrègent en détachant d'eux à leur droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondera peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure actuelle, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications immédiates, elle la généralise non seulement pour les ouvriers communistes, mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du Front unique. Dans chaque grève qui se brise face à la résistance du gouvernement et de la police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient des représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires [3].

Notes

[1] La question de savoir si le « gouvernement ouvrier » - formule remplacée quelques mois plus tard par celle de « gouvernement ouvrier et paysan » - pouvait se réaliser sous une autre forme que celle de la dictature communiste devait être âprement discutée tout au long de l'année 1923 dans l'Internationale, et particulièrement dans le P.C. allemand. La « gauche » de Ruth [Fischer](#) soutenait en effet contre les autres tendances et contre l'I.C. que le « gouvernement ouvrier » authentique ne pouvait être qu'un pseudonyme de la dictature du prolétariat, et elle condamnait comme « opportuniste » toute autre conception du « gouvernement ouvrier ».

[2] A l'automne 1923, les communistes allemands qui détenaient, avec les socialistes de gauche, la majorité absolue dans les Landtag de Saxe et de Thuringe, entrèrent dans des gouvernements de coalition socialistes-communistes que la propagande de l'I.C. salua comme des « gouvernements ouvriers ». Ces gouvernements, éphémères, furent ultérieurement stigmatisés à Moscou comme le résultat des « manœuvres opportunistes » de la droite allemande - mais seulement après la défaite de l'opposition en U.R.S.S. et la prétendue « bolchévisation de l'I.C. ».

[3] En fait, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier », couronnement de la stratégie du « Front unique ouvrier », ne devait plus guère faire l'objet, après l'année 1923, d'une campagne systématique de la part des partis communistes, qui abandonnèrent rapidement le « Front unique ». A partir du « Front populaire », il ne sera plus question que de « gouvernement démocratique » ou de « gouvernement du peuple ».